

[Visualiser ce courriel dans votre navigateur internet](#)



SUMMERSIDE, le mardi 17 janvier 2023 – Suite aux consultations prébudgétaires, la Société acadienne et francophone de l'Île (SAF'Île) espère voir des engagements financiers dans les secteurs prioritaires de la communauté acadienne et francophone de l'Î.-P.-É.

La dernière année a vu certains engagements gouvernementaux en ligne avec les priorités de la communauté acadienne et francophone de l'Île, tels que les investissements annoncés pour la reconstruction de l'École Évangéline à Abram Village et l'agrandissement de l'École François-Buote à Charlottetown. Tout en soulignant aussi la hausse du salaire minimum provincial, en particulier celle offerte dans certains secteurs clés, dont celui de la petite enfance. La SAF'Île rappelle tout de même que malgré la Loi sur les Services en français, qui aura 10 ans à la fin de l'année 2023, il reste encore beaucoup à faire pour assurer que les citoyens et citoyennes francophones de l'Île aient un accès dans leur langue aux services offerts par la province.

Pour la communauté acadienne et francophone de l'Île, il pourrait y avoir deux façons de voir l'investissement gouvernemental. L'une étant bien certainement l'investissement direct aux individus et aux organismes et institutions de nos communautés. La seconde, qui relève aussi dans une certaine manière des investissements budgétaires du gouvernement, serait d'assurer que les institutions provinciales qui offrent des services aux citoyens se dote d'une lentille francophone dans la mise en œuvre de leurs politiques et programmes - c'est-à-dire voir comment ces politiques et programmes, qui bénéficient d'un financement public, desservent en français les parlant-français de la province – et ce pour répondre aux objectifs de la Loi sur les services en français.

« Il faut travailler ensemble et voir quels sont les services publics qui ont besoin d'investissements du gouvernement provincial. Il faut regarder aux secteurs de notre communauté qui sont les plus fragilisés en termes de besoins, et très souvent ce sont nos aîné.e.s, nos femmes et nos enfants les plus touchés. » déclare Émile Gallant, président de la SAF'Île.

LES RECOMMANDATIONS

Cette année, la SAF'Île axe ses recommandations sur des enjeux qui auront à court et moyen terme un impact majeur et structurant pour les communautés. Les recommandations sont donc les suivantes :

1. Que le budget provincial 2023-2024 investisse de façon spécifique dans la promotion, le recrutement et la formation ainsi que la valorisation de personnel bilingue dans toutes les sphères d'interventions provinciales qui touchent le service aux citoyens ;

- Les défis importants de recrutement et de rétention de personnel bilingue de qualité que nous avons soulevés l'an dernier demeurent toujours à l'avant-plan pour l'ensemble de nos communautés.
- Les impacts de la tempête Fiona et la hausse du coût de la vie auxquels nous faisons tous face ne font qu'exacerber cette situation. (Ex. Les populations les plus vulnérables sont encore plus touchées et à risque).
- Malgré la Loi sur les services en français, les membres de notre communauté ont toujours un accès très limité aux services provinciaux en français par exemple, le service désigné 811, et les centres d'Accès IPÉ.
- Les fermetures et les déménagements de services provinciaux auxquels ils et elles ont été confrontés au cours des dernières années en sont un exemple très concret.

2. Que le budget provincial 2023-2024 investisse pour faciliter la reconnaissance des compétences acquises non seulement à l'étranger, mais aussi dans les institutions francophones de l'Île ;

Malgré le manque criant de professionnels de la santé, il existe encore des barrières systémiques qui rendent l'accès au marché du travail plus difficile pour les diplômées du secteur par exemple, l'examen d'aptitude en anglais pour les diplômés du Collège de l'Île en sciences infirmières. Ce sujet sensible a fait l'objet de nombreux articles dans les journaux et d'interventions politiques auprès du Gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard. La question n'est toujours pas réglée.

La reconnaissance des titres de compétences professionnels acquis à l'étranger demeure un enjeu important dans l'ensemble du pays. C'est encore plus vrai pour les immigrants qui s'installent dans les communautés francophones à l'extérieur du Québec. La pénurie de main-d'œuvre bilingue qui sévit à l'Île n'échappe pas à cette problématique. Il est important que des efforts particuliers soient consacrés à la reconnaissance des titres de compétences pour les personnes francophones et bilingues. Ceci bénéficierait autant à la province en général qu'à la communauté francophone en situation minoritaire en particulier puisque le gouvernement provincial serait mieux en mesure de répondre aux engagements énoncés dans la Loi sur les services en français.

3. Que le budget provincial 2023-2024 investisse en appui aux organismes francophones pour leur permettre de répondre adéquatement aux besoins de la population francophone et acadienne de l'Île ;

En ce moment, compte tenu du nombre très limité de services offerts à la population francophone, ce sont très souvent nos organismes qui doivent, avec leurs moyens très limités, prendre le relais pour ces services limités ou inexistantes.

Nous croyons que des investissements budgétaires ciblés qui appuient les organismes de la communauté acadienne et francophone de l'Île dans les domaines essentiels au développement et au bien-être des citoyens et citoyennes francophones sont nécessaires.

4. Que le gouvernement, en consultation avec la communauté acadienne et francophone de l'Île, poursuive son investissement dans les infrastructures nécessaires dans les domaines identifiés comme prioritaires et que ces investissements soient reflétés dans le budget 2023-2024 ;

Les 6 régions acadiennes et francophones de l'Île ont chacune un centre scolaire-communautaire qui est un modèle unique et innovant au service de toute la communauté insulaire. Un centre scolaire-communautaire est un véritable espace de vie en français ouvert et vivant qui regroupe sous le même toit un centre de la petite enfance, une école et un centre communautaire.

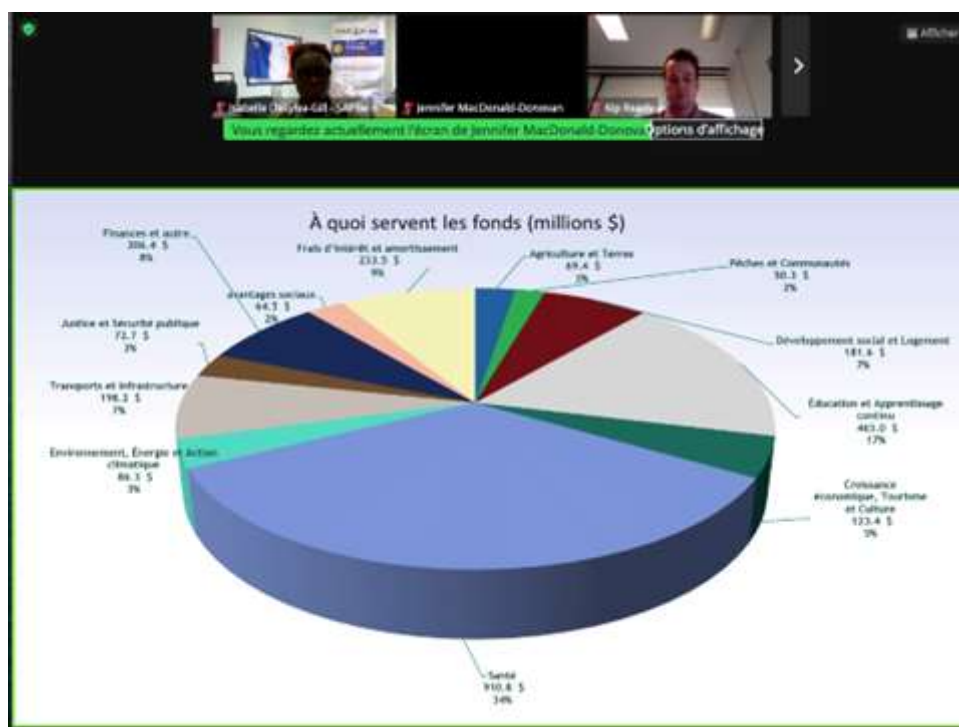
La demande de la population est bien là et le besoin est grandissant, cependant l'accès est souvent limité faute d'infrastructures et de ressources adéquates nécessaires tant aux niveaux humain, financier et matériel. Le potentiel est là aussi si l'on en juge les dernières données du recensement sur les ayants-droits et le nombre accru de familles qui souhaitent bénéficier des avantages de la francophonie de l'Île.

Le gouvernement fait généralement des annonces d'investissements d'agrandissement d'écoles et il est important de souligner que les espaces de vie en français sont plus que des écoles. Les 6 centres scolaires-communautaires sont des lieux essentiels pour permettre à la fois d'offrir une éducation en français dès la petite enfance, des points de rassemblement et de services communautaires.

La SAF Île réitère l'importance pour les Acadiens et Acadiennes, les francophones et les parlant français de bien comprendre où et comment les fonds fédéraux qui leur sont destinés ont été investis et bonifiés par la province. Pour cette raison, à ces quatre recommandations, nous ajoutons la recommandation suivante :

5. Que le gouvernement produise, dans le cadre de son budget annuel, un rapport détaillé qui fait état des transferts fédéraux reçus pour la province, en particulier les fonds qui sont dédiés à la communauté francophone, et des réalisations concrètes que ces fonds ont permises sur le terrain.

La semaine dernière, la SAF Île a participé aux consultations prébudgétaires du gouvernement provincial et a soumis ses recommandations officielles au Ministre des Finances, Mark McLane, et son équipe dans l'espoir de voir des engagements concrets envers les priorités de la communauté acadienne et francophone insulaire dans le budget 2023-2024.



La Société acadienne et francophone de l'Île est l'organisme porte-parole officiel des Acadiens, Acadiennes et francophones de l'Île-du-Prince-Édouard. Son mandat est de travailler pour que tout acadien, toute acadienne et francophone puissent vivre et s'épanouir individuellement et collectivement en français à l'Île-du-Prince-Édouard.

Pour plus de renseignements :

Isabelle Dasyva-Gill

Direction générale (SAF'Île)

Tél : (902) 888-1680

Courriel : isabelle.dg@safile.org

www.safile.org

Copyright © 2019 La Société acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard - Tous droits réservés.

Si vous souhaitez nous contacter :

5, Ave Maris Stella

Summerside, PE C1N 6M9

Tél. (902) 436-4881



This email was sent to <<Adresse courriel>>

[why did I get this?](#) [unsubscribe from this list](#) [update subscription preferences](#)

La Société Saint-Thomas-d'Aquin (SSTA) · 5, Ave Maris Stella · Summerside, Pe C1N 6M9 · Canada

